

[Le débat Guibert/Canfin : pour ou contre la démondialisation ?](#)

Mediapart, 8 octobre 2011



En quelques mois, le terme a gagné une popularité inespérée dans le débat public: la «démondialisation», brandie dans la primaire par le candidat Arnaud Montebourg face à la crise, ne fait pourtant pas l'unanimité. Il divise le Parti socialiste mais aussi ses partenaires habituels, du Front de gauche ou d'Europe-Ecologie/Les Verts. **La preuve avec ce face-à-face entre Géraud Guibert, membre du pôle écologiste du PS et porte-parole de Montebourg, et Pascal Canfin, député européen et proche de la**

candidate à la présidentielle, Eva Joly.

La Commission européenne envisage d'introduire une taxe sur les transactions financières d'ici 2014 . Est-ce, selon vous, un premier pas vers la «démondialisation» ?

Géraud Guibert. C'est une bonne nouvelle. Mais il ne faut pas surestimer la portée de cette initiative. La date prévue pour sa mise en œuvre est 2014, alors que la crise est là aujourd'hui. Dans le dispositif même proposé par la Commission, il y a des contradictions qui risquent de rendre la taxe très difficile à appliquer. Par ailleurs, comme par hasard, le président de la BCE est contre. Depuis plusieurs années, les effets d'annonce sur ce sujet se multiplient, mais ce n'est jamais le moment de passer à l'acte. Donc ça avance, un peu, mais il n'y a pas encore de volonté politique réelle et suffisante. Cette taxe est contraire aux intérêts de la sphère financière. Sa mise en œuvre concrète suppose donc une volonté inébranlable de se confronter aux marchés financiers.

Pascal Canfin. Si on était dans une Europe fédérale aujourd'hui, on aurait une commission européenne qui mettrait la proposition sur la table et un Parlement européen qui aurait une majorité pour la mettre en place. Qui bloque aujourd'hui ? Ce sont les Etats, notamment le Royaume-Uni ou l'Irlande. C'est-à-dire l'échelon le plus local dans la construction européenne. Pour moi, c'est un excellent exemple du fait que la démondialisation n'est pas la solution. Car si elle consiste à redonner plus de pouvoir à chaque Etat nation et à déconstruire l'insuffisante construction fédérale en Europe, on aura encore moins de chances de gagner le combat contre les marchés financiers.

Géraud Guibert. Une précision importante : la démondialisation se situe au niveau européen, le seul qui soit opérationnel face des économies-continent comme l'Inde, la Chine, le Brésil, ou les Etats-Unis. Or aujourd'hui, outre l'impasse que constitue la libre circulation de capitaux, leur concurrence souvent déloyale n'aboutit pas seulement à une compétition normale pour des parts de marché mais menace de disparition des secteurs industriels entiers. La protection de la planète suppose aussi de ralentir et de raccourcir la circulation des biens et des services. Le nombre des kilomètres parcourus par les produits est invraisemblable, entraînant des émissions considérables et inutiles de CO₂.

Pour empêcher ce gaspillage et parvenir à relocaliser, on est obligé de constater qu'aujourd'hui les instruments de régulation internationale, soit n'existent pas, soit ne sont pas opérationnels. Si on veut demain augmenter la fiscalité sur l'énergie pour, par exemple, décourager le transport aérien de produits, nous n'avons pas d'instruments au niveau mondial. D'où l'importance que des ensembles régionaux comme l'Europe prennent des initiatives pour ralentir et diminuer ces flux, en mettant en place des protections aux frontières. La démondialisation est une étape nécessaire pour reconstruire un autre monde, justement parce que la régulation au niveau mondial ne fonctionne pas.

Pascal Canfin. Mais dans certains secteurs, on a besoin de plus de mondialisation et de moins dans d'autres. On doit absolument aller vers une relocalisation de certains flux économiques. Mais on ne pourra pas régler la question du changement climatique sans un accord de coopération internationale contraignant qui dépasse la souveraineté étatique. La mondialisation n'est pas la cause de l'incapacité à se mettre d'accord sur certains enjeux. C'est la faute à l'insuffisante mondialisation politique. Il faut donc dépasser le souverainisme et le nationalisme des Etats. La démondialisation en matière monétaire, c'est la guerre des monnaies ! Je ne vois pas en quoi c'est un projet progressiste !

Géraud Guibert. Mais la guerre des monnaies existe déjà ! Le yuan chinois est scandaleusement sous-estimé. Sur l'objectif d'une vraie régulation, je suis d'accord. Le problème est de savoir comment on fait. Aujourd'hui, et ça dure depuis trente ans, nous n'avancions pas. Il faut utiliser l'arme commerciale et dire à nos partenaires, par exemple les Chinois : "Tant que vous n'avancez pas sur le climat, nous nous protégerons !" La démondialisation est un instrument indispensable et efficace pour avoir une meilleure organisation de la planète.

Pascal Canfin. Le fait de mettre le mot démondialisation en avant tend à reclouisonner. Or tu sembles dire qu'on a besoin de davantage de coopération : le mot même de démondialisation est donc assez paradoxal ! Je suis d'accord pour dire qu'il faut créer du rapport de force, mais dans la coopération. Au lieu de parler de démondialisation, nous, écologistes, mettons en avant l'accès qualifié au marché. Dans une économie interdépendante et mondialisée, il faut dire à ceux qui veulent vendre chez nous qu'ils doivent respecter un certain nombre de critères.

Il ne s'agit pas d'un protectionnisme européen qui consisterait à dire que tel ou tel produit n'est pas bien parce qu'il est chinois. Cela veut dire qu'on impose des règles d'accès aux marchés qu'on impose aussi à nos propres producteurs. Et ça ne peut se faire qu'au niveau européen car l'Europe est le premier marché du monde. Cela implique donc non pas d'aller vers la mondialisation, mais vers un saut fédéral. Par ailleurs, on adosse cet accès qualifié au marché européen à des conventions internationales reconnues par l'ensemble des Etats. C'est exactement le contraire de la démondialisation !

Géraud Guibert. Oui mais que fait-on si, comme aujourd'hui, on n'y parvient pas ? Il faut en effet négocier avec nos partenaires le respect de normes sociales et environnementales qui existent chez nous mais, s'ils refusent comme c'est le cas aujourd'hui, il faut bien définir un "sinon". Et ce "sinon", c'est par exemple une taxe CO2 aux frontières pour égaliser les conditions de concurrence. On a besoin de ce concept de démondialisation parce qu'obtenir une telle taxe suppose un vrai combat contre l'idéologie du libre-échange. On a besoin d'établir un rapport de force politique.

Mais finalement, qu'est-ce qui différencie la «démondialisation» de l'«altermondialisme» ?

Géraud Guibert. La démondialisation, c'est la première étape nécessaire de la construction d'un autre monde, de l'altermondialisme. Il est aujourd'hui urgent d'aller plus loin que les idées généreuses, positives, de changement de modèle au niveau mondial, en se donnant enfin les outils opératoires pour y arriver ! Or si on fait le bilan de la réforme des institutions internationales, et malgré l'action positive du mouvement social ou d'associations comme Attac, les résultats concrets sont pratiquement nuls. Pour changer les choses, il faut passer par une protection régionale pour ensuite négocier avec nos partenaires dans de bonnes conditions.

Pascal Canfin. On est d'accord sur la nécessité de créer un rapport de force. Mais pour cela, il faut être une entité suffisamment conséquente pour affronter les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et le Brésil. La France seule ne suffit plus. On est obligé de le faire au niveau européen. Donc la démondialisation impliquerait d'aller plus loin dans la construction européenne ? C'est contre-intuitif. S'appuyer sur les conventions internationales sur la biodiversité, sur les règles de l'OIT (la liberté syndicale, le travail des enfants), c'est prendre l'embryon de droit sorti de la mondialisation pour créer ce rapport de forces. Ce n'est pas de la démondialisation. C'est essayer d'approfondir la mondialisation pour créer le rapport de force.

Par ailleurs, il faut faire comme les Etats-Unis qui votent des lois s'appliquant à l'ensemble des acteurs qui veulent vendre chez eux. C'est l'extra-territorialité, qu'on retrouve, par exemple, dans la loi d'Obama sur le secret bancaire. Si un citoyen américain veut ouvrir un compte dans une banque suisse, la banque doit en référer à l'administration fiscale pour que ce compte puisse être taxé. Est-ce de la démondialisation? Non. Mais cela écrase le secret bancaire.

Mais «l'accès qualifié» au marché que vous prônez, n'est-ce pas un protectionnisme qui ne dit pas son nom ?

Pascal Canfin. La base d'un système protectionniste est de dire: "si c'est produit chez nous c'est bien, si c'est produit à l'étranger c'est pas bien". Le problème est l'imaginaire politique que cela véhicule. Quand une entreprise crée un emploi en Pologne, on ne va pas dire que c'est un salaud de Polonais. Par

contre, il ne faut pas que cet emploi créé repose sur une exploitation là-bas qui a, en plus, des effets négatifs chez nous. On condamne les pratiques antisociales qu'elles soient en Chine ou ailleurs.

Géraud Guibert. Il ne s'agit pas de mettre des tarifs sous prétexte que le produit est étranger ! Ce n'est pas du tout ce que dit Arnaud Montebourg. Il dit qu'il doit y avoir des normes sociales et environnementales dans un espace européen, et qu'il n'est pas acceptable qu'un certain nombre d'Etats s'en affranchissent et viennent nous concurrencer sans les respecter. Il faut assumer que le libre-échange n'est pas l'alpha et l'oméga de la politique si on veut être véritablement une force de transformation.

Pascal Canfin. On est d'accord. Nous ne soutenons aucun des accords commerciaux signés par l'Union européenne. Mais prenons le cas de l'OMC : au moins avec elle, on avait un espace de confrontation politique pour fixer des règles communes. Il y avait un cadre institutionnel qui permettait le débat, où les Etats du Sud avaient réussi à créer un bras de fer avec les Etats du Nord. Or aujourd'hui, l'OMC étant quasiment en mort clinique, on est revenu à des accords bilatéraux, beaucoup moins favorables aux pays du Sud. Typiquement, la démondialisation, c'est se retirer de l'OMC et négocier du bilatéral. Ce n'est vraiment pas progressiste, cela recrée un rapport de force interétatique qui est une forme de néocolonialisme commercial.

Géraud Guibert. Le bilan de l'OMC mérite en effet d'être très sévère en termes de régulation. L'action par un cadre multilatéral est, tu as raison, indispensable pour les pays les plus pauvres. Mais, et c'est peut-être un point de désaccord entre nous, vis-à-vis des pays émergents comme la Chine et l'Inde, mais aussi des Etats-Unis, c'est bien par le dialogue bilatéral musclé mené par l'Europe qu'on pourra arriver à quelque chose. Regardez comment font les Etats-Unis avec les Chinois ! Aujourd'hui le Congrès américain vote une loi protectionniste vis-à-vis de la Chine tant que cette dernière n'aura pas réévalué sa monnaie ! C'est ça la démondialisation. Cela me paraît être du bon sens.

Pensez-vous aujourd'hui que les ouvriers français soient en concurrence directe avec les ouvriers chinois, turcs ou tunisiens ?

Géraud Guibert. Il y a une réalité très claire : plusieurs pays émergents ont fondé leur modèle sur une stratégie d'exportation à tout-va sans redistribuer ces richesses à leur population. Ils font ainsi une concurrence extrêmement forte sur le travail non qualifié en Europe et aux Etats-Unis. Dès lors qu'on risque la disparition totale de secteurs entiers, n'est-il pas nécessaire de pouvoir reconstruire certaines industries à l'abri, au moins temporaire, de protections aux frontières ? Par exemple, demain, si la gauche est au pouvoir, va-t-on faire en sorte que les panneaux photovoltaïques soient construits en France plutôt qu'en Chine ? Pour l'adhésion même de la population à la mutation énergétique, cela me paraît indispensable.

Pascal Canfin. Il faut une politique industrielle pour construire ces panneaux photovoltaïques dont tu parles. Qu'est-ce qui nous a empêché de les construire en France comme l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne ou les Etats-Unis ? C'est parce qu'on n'a pas voulu le faire. Pas parce que les Chinois nous ont empêchés de le faire. Cette logique du bouc émissaire en permanence n'est pas de gauche. Elle n'est pas progressiste et internationaliste. On tire vers quelque chose qui est malsain, même si au fond ce n'est pas ce que tu penses, et qui nous emmène sur des logiques d'extrême droite. Pourquoi la Chine ne redistribue pas ses excédents commerciaux ? C'est parce qu'il y a une dictature en Chine ! On arrive là-bas à un moment de tension où, pour assurer la stabilité du pays, ils sont obligés de lâcher du lest en faisant une loi sur la négociation collective.

Mais les multinationales font une pression d'enfer sur le Parti communiste pour que ces négociations ne voient pas le jour. Il faut donc se battre contre les multinationales françaises ou européennes. En quoi la démondialisation est-elle utile en l'occurrence ? Il s'agit là de créer un rapport de force avec les multinationales, qu'elles soient bien de chez nous ou étrangères. Plus tu iras dans une logique de démondialisation frontale vis-à-vis de la Chine, plus tu nourris en Chine le sentiment que c'est le PC qui défend l'intérêt national de la Chine. Il faut essayer de casser cette logique en montrant que des coopérations sont possibles, en créant un chemin qui permette de changer la Chine de l'intérieur.

Mais que faire pour les secteurs industriels en déclin ? Faut-il les abandonner ?

Pascal Canfin. Avec les mêmes règles commerciales, il y a moins de chômage et plus de service public en Suède ou au Danemark. L'idée que la mondialisation néolibérale serait un rouleau compresseur qui écraserait toute capacité de résistance et d'alternative ne correspond pas à la réalité ! Des choix ont été faits. Ce n'est pas à cause de la mondialisation qu'on a baissé la taxe sur les successions ! C'est un choix politique, fait en partie par le parti socialiste et par la droite. Ne pas avoir de politique industrielle verte pour prendre le relais des vieilles industries, c'est bien un choix de politique nationale. Regardons donc les responsables politiques qui n'ont pas pris les bonnes décisions plutôt que d'accuser les Chinois ou les Polonais.

Géraud Guibert, vous sentez-vous sur une pente malsaine ?

Géraud Guibert. Je ne crois pas du tout. Au contraire. On est sur la pente du réalisme et de l'efficacité. La stratégie de la croissance par les exportations et la protection du marché intérieur se retrouve aussi en Inde, au Brésil ou ailleurs. Elle n'est donc pas directement liée à l'existence d'une dictature mais à des économies qui ont une attitude non coopérative, au détriment d'une bonne partie de leur propre population. Le vrai sujet est d'obtenir au plan mondial que ces pays aient une attitude coopérative et pas seulement qu'ils inondent le marché mondial. Là où tu as raison, c'est que le choix nucléaire a fortement handicapé les énergies renouvelables en France. Mais l'insuffisance de la base industrielle dans ces domaines est un problème européen, les Allemands achetant eux aussi largement leurs panneaux photovoltaïques en Chine.

Pour que nos concitoyens adhèrent à une stratégie où on remplace le nucléaire par les énergies renouvelables, il faut qu'on puisse garantir aux salariés qu'ils en tireront parti en termes d'emplois. Ce sera vrai pour les économies d'énergie, qui entraînent des emplois non délocalisables. Il faut que cela le soit aussi pour les énergies renouvelables et l'ensemble de l'économie verte. Ces industries d'avenir doivent avoir une base forte dans notre pays. Cela passe dans un premier temps par des mesures pour éviter d'être envahis par un certain nombre de produits.

Le mot «envahi» est intéressant. Lors des trois débats de la primaire, Arnaud Montebourg a systématiquement parlé des Chinois. Dans les usines, on l'entend aussi très souvent. Ce vocabulaire ne risque-t-il de surfer sur une vague populiste ?

Géraud Guibert. Moi je parle clair. En effet nous sommes envahis dans certains secteurs.

Pascal Canfin. Ah ! Tu dis tout haut ce que tout le monde pense tout bas.

Géraud Guibert. Mais pourquoi cacherait-on la vérité ?

Pascal Canfin. Parce que c'est faux !

Géraud Guibert. On pourrait pourtant multiplier les exemples, comme les jouets, les téléphones portables, certains équipements d'énergie renouvelable. Regarde ces industries qui ont disparu. Pourquoi prend-on l'exemple de la Chine ? Parce que c'est l'économie-continent qui a poussé le plus loin la logique de détruire par une concurrence déloyale un certain nombre de nos industries. La base industrielle des Allemands a mieux résisté car ils produisent des machines-outils de qualité que les Chinois ne savent pas encore fabriquer.

Nommons la réalité ! Car, sinon, nous ne serons plus ni compris, ni même entendus par notre population. Pourquoi devrait-on se voiler la face ? Si on ne la dit pas, la vérité des faits, comment peut-on prétendre ensuite la transformer ? Cela ne signifie en aucune façon le repli national sur les frontières, le racisme ou la xénophobie. Cela n'a rien à voir !

Pascal Canfin. Plein de causes possibles peuvent expliquer qu'une entreprise se casse la figure. Elle peut ne pas avoir assez innové, avoir raté une innovation, avoir un fonds de pension qui exige une rentabilité énorme, et décide de fermer l'usine parce qu'elle n'est pas assez rentable. Il y a une succession de causes possibles. Il faut remettre les choses dans le contexte, plutôt que d'agiter le péril jaune.

Pensez-vous, comme certains, y compris à gauche, que Marine Le Pen pose les bonnes questions mais apporte les mauvaises réponses ?

Géraud Guibert. Non. Je ne pense pas qu'elle pose les bonnes questions. Poser la question en termes de discrimination à l'égard des étrangers est non seulement moralement choquant, mais aussi totalement inadapté. En revanche, en politique, on n'est jamais entendu quand on ne dit pas la réalité. Ce sont des ouvriers, les couches populaires qui sont touchés. Si nous, à gauche, nous ne nommons pas cette réalité, on ne sait pas ce que cela peut produire demain. La démondialisation est une stratégie politique de mobilisation et d'affirmation politique.

Pascal Canfin. Prenons le textile qui a beaucoup souffert de la mondialisation. Il y a aujourd'hui plus d'emploi dans la vente qu'il n'y avait d'emplois dans la production avant la grande vague de délocalisations des années 1970. Ce qui pose un problème, c'est que ce sont des emplois précaires, mal payés. Ce n'est pas à cause des Chinois ! Mais parce qu'une personne qui s'appelle Martine Aubry a fait en sorte que les charges sociales soient moins chères sur les contrats à temps partiel (sous la gauche plurielle - ndlr). Ce n'est pas la mondialisation qui est en cause, ce sont les règles nationales, alors que ces emplois commerciaux ne sont pas délocalisables.

Géraud Guibert. Mais c'est important de garder les emplois de production sur le territoire français car, à terme, il y a un lien évident entre la production et la recherche. Si tu as gardé un appareil de production, tu peux le faire évoluer. S'il a disparu, c'est beaucoup plus difficile. Nous en sommes là. Il est indispensable de garder ou de reconstruire des emplois de production dans notre pays. Ne tombons pas dans la tentation, qui existe, chez certains écologistes, de préconiser l'idée qu'on aurait plus besoin, sur le territoire national, d'usines, par définition polluantes.

Pascal Canfin. En revanche s'il y a un sujet sur lequel je pense qu'on peut tenir le mot d'ordre de la démondialisation, c'est la finance. Il y a un objectif de réintermédiaire, de casser ses flux permanents. Mais sur la partie politique, commerciale et climatique, je ne pense pas que le mot "démondialisation" soit opérationnel. Par exemple, pour réduire les émissions de CO₂, ce n'est pas en limitant le transport des marchandises par bateaux venant de Chine ou d'ailleurs que nous y parviendrons. Mais en limitant le nombre de camions sur les routes d'Europe.

Enfin, pour terminer, une petite question pour chacun. Eva Joly a présenté mercredi un budget alternatif pour la France en 2012. Géraud Guibert, le voteriez-vous ?

Géraud Guibert. Je ne l'ai pas lu. Mais cela fait longtemps qu'on travaille avec Europe-Ecologie/Les Verts, et je regarderai ça avec intérêt. Je suis sûr qu'il y a de très bonnes idées.

Quant à vous, Pascal Canfin, allez-vous voter à la primaire socialiste ?

Pascal Canfin. Non. Parce qu'il y a deux options. Soit je vote pour le candidat qui est le plus éloigné de nous pour avoir le maximum d'espace politique possible l'an prochain, soit je vote pour le candidat le plus proche de nous pour faciliter les négociations qu'on aura après. C'est un dilemme compliqué.

Qui est le candidat le plus proche ?

Pascal Canfin. On ne veut pas donner de brevet écolo. Cela dépend des sujets. Sur certains sujets, on est d'accord avec le pôle écologique du PS qui soutient Arnaud Montebourg, mais sur le nucléaire il est assez éloigné de nous.